

Affaire Richard Ferrand : la morale de l'histoire

A – Les faits

En 2011, la fédération « Mutuelles de Bretagne » dont il était le directeur général, s'est mise à chercher un local commercial pour mettre en place un centre de soins en centre-ville, à Brest

Une société civile immobilière dirigée par l'épouse de Richard Ferrand a alors été créée à la hâte pour acheter des locaux qui se trouvaient convenir pour le besoin constaté.

Un prêt couvrant la totalité des frais d'achat, soit environ 400'000 euros, a été octroyé par le Crédit Agricole du Finistère. Et l'association locataire a dépensé 184'000 euros pour la rénovation des locaux

On est donc dans le cas très général de propriétaires immobiliers louant leurs locaux à des associations ou à des organisations d'intérêt

B - Le vrai problème

Le vrai problème, c'est tout simplement le fossé qui sépare

- l'avantage de compétences d'un milieu rompu au monde des affaires

- et la fragilité des classes moyennes et populaires maintenues dans l'ignorance des problèmes de gestion et des divers traquenards qui leur sont tendus, dans un monde où l'argent est roi

Ce problème ne risque pas d'être traité dans le cadre du fonctionnement traditionnel des appareils politiques et des médias, où il n'est abordé que sous l'angle d'une opposition entre locataires et propriétaires

Là comme partout, la réalité de la course au fric s'oppose au discours révolutionnaire bien connu : « faire payer les riches »

C – Comparaison avec le Pénélopegate

Compte tenu de la volonté de moralisation de la vie publique exprimée par le nouveau président, Richard Ferrand devrait démissionner pour se défendre

Il s'agit de donner clairement le signal d'une rupture avec une corruption qui mine traditionnellement la société

Mais un autre signal de cette volonté de rupture est celui qu'on a évoqué plus haut, c'est *la volonté de mettre les simples citoyens dans une situation globale où ils puissent se défendre*

Le problème n'est pas juridique, mais bel et bien politique. C'est celui d'une société à deux vitesses héritée de l'histoire

Ici et là dans les 37000 communes de France, on trouverait

D – En conclusion

Pour servir la volonté de revanche des Fillon, Genevard, Baroin, Sarkozy, les troupes du parti de Mélenchon s'acharment contre le gouvernement Macron

général avec l'assurance d'en tirer des revenus confortables

Sur le plan juridique, l'actuel ministre de la cohésion des territoires doit probablement pouvoir échapper à toute condamnation.

Sur le plan politique : si le ministre démissionne, il met fin aux attaques dirigées contre lui et contre le gouvernement. Mais cela donne en même temps l'image d'une capitulation hâtive face à des gens qui, s'affichant comme purs et durs, n'en sont pas, pour autant dénués d'arrières pensées

Par ailleurs, la défense fait remarquer que Richard Ferrand avait réussi à redresser la mutuelle dont il était DG et à augmenter considérablement ses effectifs

Le juste milieu, dont la recherche est constante chez Emmanuel Macron, consistera au contraire à garantir aux locataires des coûts acceptables et aux propriétaires la sécurité et un revenu raisonnable par rapport au service rendu

Pour les milieux modestes, actuellement, on n'en est pas encore là. **Le même ménage se fait souvent arnaquer à la fois en tant que locataire** quand il s'agit de trouver une chambre pour des enfants étudiants, **et en tant que propriétaire** quand il se trouve devant des dégradations de matériel ou/et des loyers impayés

L'approche nouvelle adoptée par le nouveau président va donc devoir ouvrir là un chantier qui a toutes chances de faire avancer les choses, dans l'intérêt général

certainement plus de 5000 situations équivalentes à celles de Richard Ferrand. Bizarrement, ceux qui traitent de la même façon le Pénélopegate et l'affaire Ferrand ne veulent pas voir qu'on a là un problème d'ensemble, infiniment plus vaste que le cas particulier auquel ils se bornent.

Ils mettent sur le même plan celui qui a pris un bonbon sur le comptoir de la banque et celui qui trouve normal de se servir dans le coffre

La révélation que Richard Ferrand a embauché pour 4 mois son fils à 1200 euros par mois au Parlement, a été faite sur le même ton que celle de Penelope Fillon

On met sur le même plan 4800 euros pour du boulot effectif et 1.000.000 d'euros escroqués. Bizarre ! Non ?

Ne leur en déplaise, c'est bel et bien le fonctionnement politique imposé par le nouveau président qui permettra de **sortir de cette affaire par le haut**